

ASSEMBLÉE NATIONALE

11 octobre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° I-1098

présenté par
Mme Dalloz
-----**ARTICLE ADDITIONNEL****APRÈS L'ARTICLE 5, insérer l'article suivant:**

I. – Le I de l'article 39 *decies* du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : « 15 avril 2015 et jusqu'au 14 avril 2017 » sont remplacés par les mots : « 1^{er} janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2026 » ;

2° Les 1° et 2° sont complétés par les mots : « fonctionnant à l'énergie électrique » ;

3° Les 3° à 9° sont abrogés ;

4° Au onzième alinéa, la date : « 15 avril 2017 » est remplacée par la date : « 1^{er} janvier 2024 » ;

5° Les deuxième et troisième phrase du treizième alinéa sont ainsi rédigées :

« Ces contrats sont ceux conclus à compter du 1^{er} janvier 2024 et jusqu'au 15 décembre 2026 pour les biens mentionnés aux 1° et 2°. Cette déduction est répartie sur la durée mentionnée au cinquième alinéa du présent I. »

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la majoration de la taxe sur la masse en ordre de marche des véhicules de tourisme prévue aux articles L. 421-71 à L. 421-81-1 du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

En vertu de l'article 39 decies du code général des impôts instauré par l'article 142 de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 et modifié par l'article 99 de la loi n° 2016-1918 de finances rectificatives pour 2016, les entreprises réalisant un investissement productif éligible ont pu bénéficier jusqu'en 2017 d'un avantage fiscal leur permettant de déduire de leur résultat imposable, 40 % du prix de revient de cet investissement.

Le secteur de l'industrie a besoin de stabilité et de visibilité pour réaliser les investissements nécessaires. Aujourd'hui, face à l'absence sur le marché, d'engins de substitution fiables et à des prix abordables, un grand nombre d'entreprises ne se sont pas engagées dans une modernisation de leur parc matériel.

Le renouvellement des flottes d'engins professionnelles ne doit pas se limiter au remplacement des poids lourds mais également prendre en compte le verdissement des engins de manutention.

Cet amendement propose d'étendre le dispositif de suramortissement pour l'acquisition ou le remplacement d'engins non routiers polluants par des engins peu polluants, c'est-à-dire fonctionnant aux énergies non fossiles, jusqu'en 2026 pour donner de la visibilité aux entreprises.